



HAL
open science

Entre résilience et anxiété: les nouvelles tensions sociales dans l'Asie centrale “ post-Covid ”

Catherine Poujol

► **To cite this version:**

Catherine Poujol. Entre résilience et anxiété: les nouvelles tensions sociales dans l'Asie centrale “ post-Covid ”. Les Études du CERI, 2022, Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2021, 261-262, pp.34-40. 10.25647/etudesduceri.261-262.05 . hal-03845433

HAL Id: hal-03845433

<https://hal.science/hal-03845433>

Submitted on 9 Nov 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Entre résilience et anxiété : les nouvelles tensions sociales dans l'Asie centrale « post-Covid » par Catherine Poujol

Si les problèmes économiques et sociaux qui découlent de la pandémie varient selon les pays, les tendances sont partout identiques : accroissement de la pauvreté et des violences, augmentation du chômage, de la corruption et de la surveillance sociale à grande échelle. Je me pencherai ici sur l'impact social de la pandémie en Asie centrale pour comprendre ce qui le différencie de ce que l'on observe dans le reste du monde, notamment dans les Etats d'Europe de l'Ouest.

La gestion de la crise sanitaire

Deux des cinq Etats d'Asie centrale ont commencé par nier le phénomène Covid-19 : le Turkménistan, qui continue à le nier, en dépit de la prise en compte de malades frappés par le « vent mauvais du désert » (et qui malgré tout a fermé ses frontières, rendu le port du masque obligatoire, et entrepris une grande campagne de vaccination), et le Tadjikistan qui n'a annoncé ses premiers cas qu'à la fin du mois d'avril 2020. Dans les trois autres Etats, la communication de crise liée à la pandémie s'est distinguée par une relative transparence et une forte occupation du terrain médiatique, sans doute destinée à contrer l'énorme impact des réseaux sociaux qui charriaient un nombre toujours plus lourd de nouvelles mensongères et d'informations alarmantes. L'Ouzbékistan a immédiatement adopté une politique de prévention qui a nécessité une forte mobilisation médiatique, impliquant les chaînes de télévision, les bloggeurs, les chefs spirituels, tous chargés de convaincre la société d'appliquer les mesures sanitaires. A titre d'exemple, le 24 avril 2020, début du ramadan, la Direction spirituelle des musulmans d'Ouzbékistan a appelé à ne pas se rendre dans les mosquées.

La communication de crise a aussi été très importante au Kazakhstan où la population a été quotidiennement informée du nombre de cas d'infection. Le président Tokaev s'est adressé plusieurs fois à ses concitoyens, tirant parti de la situation sanitaire pour s'affirmer comme chef de la cellule de crise, face à son prédécesseur alors omniprésent dans la vie politique kazakhe. Il a cultivé l'image d'un « Etat qui entend » ses concitoyens et qui veut restaurer la confiance (création du Conseil national de la confiance publique), pour lutter contre l'incompétence et la corruption.

Au Kirghizstan où les cas ont été très peu nombreux dans les premiers mois, la situation est devenue ingérable à partir de juin 2020 après le retour massif de Russie des travailleurs saisonniers kirghizes. Les hôpitaux de Bichkek, Och, Djelalabad ont été débordés, les réseaux sociaux ont relayé des informations selon lesquelles des gens offraient des milliers de dollars pour un respirateur, alors que les journaux télévisés diffusaient chaque soir des reportages sur des salles d'hôpitaux vides¹.

¹ Observation personnelle de l'auteur au Kirghizstan entre juin et août 2020, puis au Kazakhstan en octobre 2021.

Le Kazakhstan et l'Ouzbékistan sont les deux Etats qui ont pris des mesures pour soutenir l'économie nationale. Au Kazakhstan, l'existence de fonds spéciaux dégagés par les bénéfices liés au pétrole, notamment le « Fonds national » (58 milliards de dollars², soit un tiers du PIB), a permis de prendre des mesures d'accompagnement inusitées en Asie centrale dans un contexte d'inflation et de grogne sociale en progression depuis plusieurs années. En Ouzbékistan, le président Mirziyoyev a également décrété des mesures anticrise pour soutenir l'économie nationale par un fonds d'un milliard de dollars, doublé d'une initiative sociale appelée « Bienveillance et soutien », tout en acceptant des prêts à long terme d'environ 3,1 milliards de dollars auprès d'organismes internationaux. Cependant, ces mesures n'ont pas suffi à enrayer la chute du pouvoir d'achat des ménages, le retour de l'inflation et l'augmentation des prix.

Les réactions des sociétés d'Asie centrale

Les pouvoirs d'Asie centrale étaient confrontés avant même la pandémie à une crise de confiance croissante, alimentée par la circulation sur les réseaux sociaux et dans les médias d'informations sur des scandales de corruption à grande échelle³. Dans ces pays, l'Etat est perçu par la majorité de la population comme prédateur, autoritaire, au service du bien-être des élites. La crise sanitaire n'a fait qu'aggraver cette tendance.

La communication de crise, soit-elle high-tech, est largement prise pour de la propagande. Le résultat est que certains minimisent la pandémie, d'autres doutent, d'autres encore sont dans le déni total, bien décidés à n'observer aucune des consignes gouvernementales, tel le port du masque, le confinement et la vaccination⁴. En outre, une partie non négligeable des classes moyennes urbanisées sont adeptes du complotisme, une attitude répandue dans la région depuis l'intervention américaine en Irak en 2003. Ainsi est-il dit que le virus aurait été transmis sciemment à la population par des avions ou des hélicoptères.

Cela étant, une partie de la population urbaine a pris la mesure de la crise sanitaire. Durant la première vague, l'angoisse a été davantage liée à la létalité potentielle de la Covid-19 qu'à la crise économique, jugée par beaucoup bénigne en comparaison de celle subie à partir de décembre 1991. C'est bien là que se distinguent les sociétés d'Asie centrale de celles des Etats de la partie européenne de l'Eurasie.

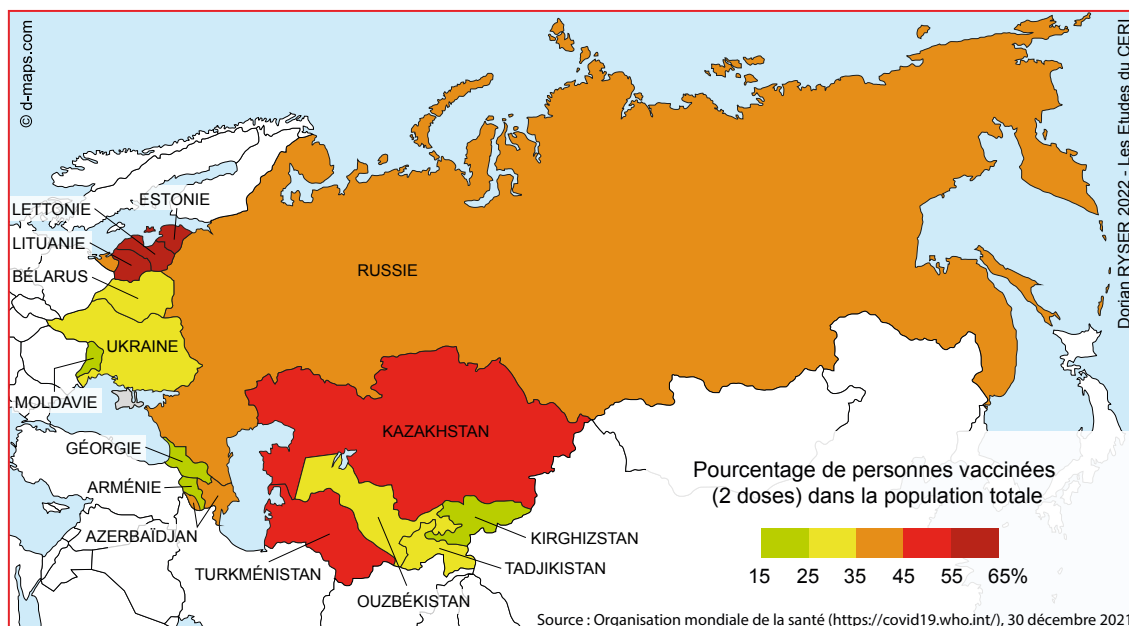
Les vaccins, dont la gestion est très politisée, sont quant à eux révélateurs des tendances au fractionnement qui agitent ces sociétés. Globalement, les Russes d'Asie centrale ont opté pour le vaccin russe Sputnik. Ceux qui n'y avaient pas accès pour des raisons financières ont accepté le vaccin chinois Sinovax délivré gratuitement. Ceux qui ne font confiance qu'à l'Occident peuvent profiter de quelques doses de Pfizer. Au Kazakhstan, où le vaccin kazakh

² Direction générale du Trésor, « La situation économique et financière du Kazakhstan », 28 décembre 2020, <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/KZ/la-situation-economique-et-financiere-du-kazakhstan-2>.

³ Voir par exemple OCCRP, « The Matraimov kingdom », <https://www.occrp.org/en/the-matraimov-kingdom/>.

⁴ Jean-François Caron, Hélène Thibault (eds), *Central Asia and the Covid 19 Pandemic*, Londres, Palgrave Macmillan, 2022.

Carte 3
Part de la population vaccinée (2 doses) en ex-URSS (décembre 2021)



ne fait pas recette, celles-ci ont été annoncées dès octobre 2021. Le taux de vaccination de la population qui était encore très bas au printemps 2021 a depuis grimpé : fin décembre 46,1 % de la population du Kazakhstan était entièrement vaccinée, 29 % de celle du Tadjikistan, 27,7 % de celle de l'Ouzbékistan, 14,2 % de celle du Kirghizstan et 53,1 % de celle du Turkménistan⁵, selon l'Organisation mondiale de la santé (voir carte 3).

Par ailleurs, la société civile s'est fortement mobilisée pour pallier le manque ou l'insuffisance de l'aide de l'Etat. Dans certains cas, l'impulsion est venue des ONG locales ou internationales, des associations caritatives, des organisations de jeunes, des entrepreneurs privés. Dans d'autres, du discours officiel sur les bienfaits du bénévolat. A titre d'exemple, au Kirghizstan, douze hôpitaux de fortune ont été montés dans des écoles, des hôtels, des centres sportifs grâce au financement d'entrepreneurs privés et à de jeunes bénévoles⁶. Cependant, cet élan de solidarité n'est pas parvenu à remédier au manque d'efficacité de l'appareil bureaucratique, quand toutefois il s'est mobilisé.

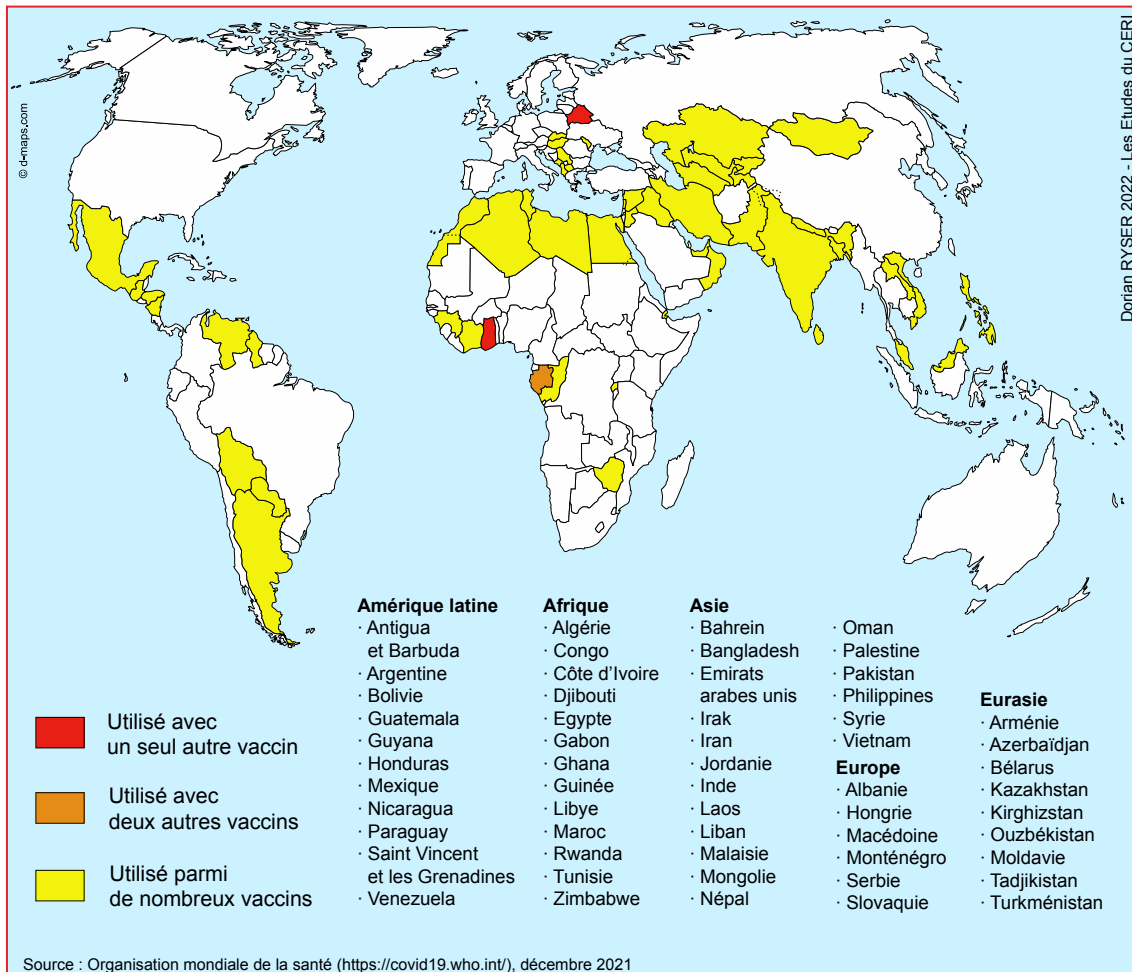
L'impact de la pandémie sur le niveau de vie et l'accroissement des inégalités sociales

Comme partout, les mesures successives de confinement ont aggravé le chômage des catégories précaires de la société et de ceux qui avaient des emplois liés au transport, au commerce, au tourisme, à la restauration, à l'aide à la personne et qui n'ont pas pu avoir recours au télétravail. Dans le même temps, le chômage forcé en Russie des travailleurs

⁵ Chiffre paradoxal pour le Turkménistan. Voir <https://covid19.who.int/>, consulté le 30 décembre 2021.

⁶ Ilias Mamadiarov et Julien Bruley, « Le Covid-19 au Kirghizstan, aspects socio-économiques lors de la première vague », Groupe de réflexion post-covid-19, n° 17, IFEAC, 2020, <https://ifeac.hypotheses.org/6955>.

Carte 4
Utilisation du vaccin Sputnik à l'extérieur de la Russie (décembre 2021)



migrants originaires d'Asie centrale (Tadjikistan, Kirghizstan et Ouzbékistan)⁷ a provoqué le tarissement soudain des envois de fonds (à hauteur de -50 % pour le Tadjikistan en 2020 et de -9 % entre janvier et août 2020 pour le Kirghizstan⁸), qui représentent une part conséquente du PIB de ces Etats : en 2020, 26,7 % de celui du Tadjikistan, 32,5 % du Kirghizstan et 8 % de l'Ouzbékistan selon la Banque mondiale. Celle-ci a estimé qu'en 2020, le taux de croissance a chuté de 2,5 % au Kazakhstan, de 4 % au Kirghizstan et de 2 % au Tadjikistan. En Ouzbékistan et au Turkménistan, il est resté positif (1,8 % dans les deux cas). Par ailleurs, quelques jours avant le début du couvre-feu au Kirghizstan, le som kirghize a fortement dévalué (alors qu'il était particulièrement stable depuis des années), ce qui a porté un autre grand coup à l'économie des ménages.

⁷ Sergey Ryazantsev *et al.* « The impact of covid-19 pandemic on the position of labor migrants from Central Asia in Russia », *Central Asia & Caucasus*, Vol. 21, n° 3, 2020, pp. 58-70.

⁸ Direction générale du Trésor, <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/KG/la-situation-economique-et-financiere-du-kirghizstan>, 22 décembre 2020.

Durant le premier confinement, pour faire face à cette situation, les familles ont utilisé les denrées accumulées ou achetées à crédit, elles ont pu bénéficier d'un certain soutien de l'Etat (42 500 tengue soit environ 85 euros au Kazakhstan), mais la situation a empiré à partir de la deuxième vague. Selon la Banque mondiale, 2,5 millions de personnes sont tombées sous le seuil de pauvreté dans toute la zone en 2020. Le Kirghizstan qui, depuis trente ans, était parvenu à abaisser significativement le pourcentage de la population sous le seuil de pauvreté, mais dont 60 % des ménages restaient dans la zone de vulnérabilité, a vu le chiffre remonter drastiquement au cours des trois premiers mois de la pandémie. L'effondrement des prix des matières premières, notamment du pétrole, a amplifié la crise économique et sociale dans les pays producteurs comme le Kazakhstan⁹.

Lorsque la pandémie s'est aggravée, la pression sur les ménages est devenue insupportable¹⁰. Dans cette région plus qu'ailleurs dans le monde, en l'absence d'assurance sociale, c'est sur les familles que repose l'essentiel des dépenses de santé. Depuis la fin de l'URSS, ce secteur souffre d'un manque crucial d'investissements, de problèmes structurels, de corruption récurrente et d'un manque de confiance dans les soins proposés ce qui conduit à l'augmentation de l'automédication¹¹.

En outre, la pandémie a eu comme ailleurs un impact significatif sur l'accès des enfants à l'éducation et à la nourriture via la cantine scolaire. Cela a été en particulier le cas au Tadjikistan et au Kirghizstan. Et partout en Asie centrale, la vulnérabilité des femmes, majoritaires dans plusieurs secteurs d'activité, et des jeunes privés d'emplois dans les petites et moyennes entreprises, a cru¹². Les gouvernements kazakh et ouzbek ont augmenté les salaires, mais à un niveau inférieur à l'inflation réelle. Au Kirghizstan, l'Etat a utilisé les aides financières prévues pour la pandémie pour payer les retards de salaire.

Quelles conséquences psychologiques et sociales ?

Depuis trente ans, les sociétés d'Asie centrale sont traversées par de forts courants de réislamisation (et de rechristianisation pour les minorités chrétiennes) qui provoquent l'inclusion progressive du fait religieux dans la vie politique et sociale malgré la persistance

⁹ Dominique Menu, « L'impact économique de la Covid-19 en Asie centrale », Groupe de réflexion Post-Covid-19, IFEAC, 2020, n° 14, https://ifeac.hypotheses.org/files/2020/06/D-Menu_article.pdf ; Marlène Laruelle (dir.), *Covid-19 Pandemic and Central Asia Crisis Management, Economic Impact, and Social Transformations*, Washington, D.C., Central Asia Program, 2021, <https://centralasiaprogram.org/covid-19-pandemic-central-asia-crisis-management-economic-impact-social-transformations>.

¹⁰ UNDP, « Covid-19 in North and Central Asia impacts, responses and strategies to build back better », *Policy Brief*, 27 février 2021, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/NCA%20Covid-19%20policy%20brief_final.pdf.

¹¹ Sophie Hohmann, « Réforme des systèmes de santé en Eurasie », in Anne de Tinguay, *Regards sur l'Eurasie/ Les Etudes du CERi*, n°247-248, février 2020, <https://doi.org/10.25647/etudesduceri.247-248>.

¹² UNDP COVID-19 Social and Economic Impact Assessment Report : « Women and youth at higher risk of long-term unemployment as pandemic exacerbates inequalities », 1^{er} octobre 2020, <https://www.tj.undp.org/content/tajikistan/en/home/presscenter/pressreleases/2020/09/undp-covid-19-social-and-economic-impact-assessment-report--wome.html>.

d'une sensibilité séculière issue des décennies soviétiques. Si les gouvernements d'Asie centrale ont largement eu recours aux chefs religieux pour faire accepter les mesures sanitaires, (y compris la vaccination), les divers mouvements relevant de l'islam politique ont tous cherché à interpréter les causes et les effets de la pandémie. Certains courants religieux radicaux comme le Hizb ut-tahrir (Parti de la libération) ont largement diffusé sur les réseaux sociaux l'idée que la Covid était une punition de dieu, les partisans déjà nombreux du complot international y ont vu une preuve supplémentaire de leurs convictions (« les Américains ont mis un virus dans un laboratoire chinois ») et les tenants du complot judéo-capitaliste, une tentative de soumettre la population mondiale.

L'interdiction de pratiquer les rites religieux funéraires pour les victimes du coronavirus, considérée comme une atteinte insupportable à la liberté de culte, et l'obligation de faire une autopsie ont été particulièrement mal acceptées. Cela a même été le cas au Tadjikistan où les possibilités d'expression de mécontentement de la population sont plus que faibles. Cette question a été encore compliquée par le fait que dans la déontologie médicale héritée de l'URSS, le médecin n'annonce jamais à son patient combien de temps il lui reste à vivre. De ce fait, aucune disposition ne peut être anticipée dans des sociétés où la famille doit se rassembler très rapidement et, pire encore, si tout déplacement est interdit. Jugée intolérable par les croyants, cette situation a conduit à une sous-déclaration des cas et à un non-respect des mesures décrétées. Les interdictions n'ont notamment pas empêché des rassemblements de masse. On l'a vu notamment au Kirghizstan lors des funérailles du célèbre imam Tchoubak Hadji, décédé de la Covid-19 en juillet 2020, qui a rassemblé sept mille personnes.

Les mesures de quarantaine ont par ailleurs impacté les nombreux prisonniers ne pouvant plus bénéficier du soutien de leur famille, ni de la présence de médecins en raison de l'interdiction des visites.

Les conséquences de ces événements ont été multiples. Des personnes jusqu'alors non pratiquantes ont décidé de revenir vers la religion. Des jeunes femmes, notamment au Kazakhstan et au Kirghizstan, voyant la Covid-19 comme un signe impliquant de changer de mode de vie, ont décidé de se voiler.

Enfin, plus encore que dans d'autres pays du fait du regroupement de plusieurs générations dans un même foyer, sans possibilité de recours à la police considérée comme une menace, les violences domestiques ont augmenté. Ce phénomène a engendré une vague de divorces, la fragilisation des familles monoparentales et l'isolement des enfants dès le premier confinement.

L'accroissement des inégalités sociales ainsi que le sentiment d'injustice ressenti par une fraction de la jeunesse pourraient encore augmenter les tensions sociales et provoquer une nouvelle vague de radicalisation islamiste après la pandémie dans des sociétés fragilisées telles que les sociétés kirghize ou tadjike, surtout depuis la chute de Kaboul aux mains des Talibans en août 2021.

*

* *

La fracture économique et sociale qui était en gestation au sein des sociétés centrasiatiques avant janvier 2020 s'est affirmée à partir de l'arrivée de la pandémie en mars 2020. Celle-ci a agi comme un accélérateur des tensions déjà présentes. Si les conséquences directes du confinement et de la fermeture des commerces, entreprises, écoles, universités ont été identiques à celles observées dans le reste du monde – à savoir la mise au chômage technique d'un grand nombre d'ouvriers, la perte d'emplois dans le secteur informel, les transports et les services –, l'absence de sécurité sociale, de soutien par l'Etat du secteur médical et l'interdiction de pratiquer les cérémonies funéraires ont placé les citoyens dans une détresse psychologique encore plus forte qu'ailleurs.

Les quelques mesures adoptées par certains gouvernements, notamment kazakh, ouzbek et dans une moindre mesure kirghize, n'ont pas été suffisantes pour éviter à la population l'augmentation de son endettement et de sa précarité. Les indicateurs économiques annoncent un rebond technique dans tous les pays de la région qui toutefois sortiront encore plus endettés et dépendants du bailleur de fonds chinois et des instances financières internationales, avec peut-être l'idée confuse qu'il serait temps de promouvoir une véritable intégration régionale.

Pour l'heure, la reprise de la pandémie qui touche l'Europe et l'Asie centrale depuis octobre 2021 fait à nouveau planer l'angoisse sanitaire au sein d'une population encore insuffisamment vaccinée mais qui poursuit sa route entre résilience et anxiété. Dans ce contexte, la prise du pouvoir des Talibans en Afghanistan a encore renforcé les incertitudes. A la prise de conscience de participer à un monde globalisé, s'ajoute pour ces sociétés facilement fragilisées¹³ le prix politique et social à payer pour son voisinage afghan et son éventuel impact déstabilisateur au sein d'une partie de la jeunesse centrasiatique.

¹³ En témoigne l'éclatement du mouvement social au Kazakhstan qui a suivi le doublement du prix du gaz liquéfié, le 2 janvier 2022 et suscité une déstabilisation politique majeure, puis une reprise en main par le président Tokaev.

Pour citer ce chapitre : Catherine Poujol, « Entre résilience et anxiété : les nouvelles tensions sociales dans l'Asie centrale "post-Covid" », in A. de Tinguy (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2021/Les Etudes du CERI*, n° 261-262, février 2022, <https://doi.org/10.25647/etudesduceri.261-262>.